

# Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MERCREDI 26 MARS 1980 - No 59 (Nouvelle série)

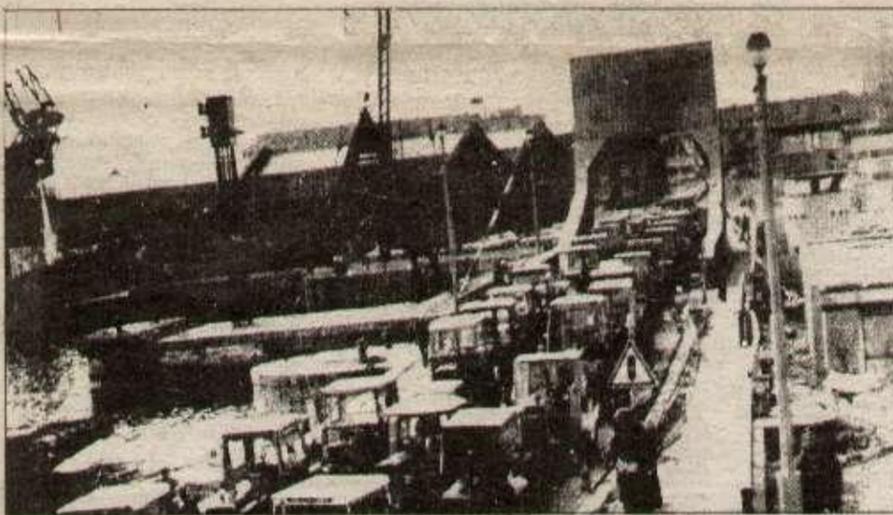
Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

## DES MILLIERS DE PAYSANS DANS LA RUE

Dans plusieurs villes  
de France,  
des manifestations  
ont rassemblé  
des milliers de paysans  
qui protestaient contre  
la baisse du revenu paysan



Plusieurs milliers de paysans ont manifesté lundi dans différentes villes de France. Cette journée s'inscrit dans un contexte de montée de la colère paysanne qui s'est concrétisé depuis une semaine par différentes actions un peu dans toutes les régions.

A Lille, plusieurs centaines de paysans ont déversé des pommes-de-terre devant la préfecture et les rues du centre-ville. A Calais,

ils étaient plus d'un millier à bloquer le port avec des tracteurs et des bétailières pendant une heure.

A Clermont-Ferrand, plusieurs de paysans venus de toute l'Auvergne mais également de régions plus éloignées sont allés manifester jusque devant la préfecture de région.

Ces manifestations étaient organisées pour protester contre la baisse continue

du pouvoir d'achat des paysans qui ne cesse de se détériorer depuis 1974.

Mardi 25 mars, des barages étaient prévus sur de nombreuses routes alsaciennes tandis qu'un rassemblement relativement important devait s'opérer à Strasbourg où le parlement européen discute actuellement des prix agricoles.

## Grèves dans la fonction publique

### Appel commun CGT-CFDT dans plusieurs secteurs de fonctionnaires

Des grèves de type journées ou semaines d'action sont en cours en ce moment dans la fonction publique. Mardi 25 mars, les postiers étaient appelés à cesser le travail par la CGT et la CFDT. C'est aussi le cas dans d'autres secteurs comme la santé ou les affaires sociales.

De leur côté, les électriciens et gaziers ont été appelés à une semaine d'action.

Pour l'ensemble des fonctionnaires parisiens était convoquée mardi une manifesta-

tion de Denfert-Rochereau à l'Esplanade des Invalides.

C'est principalement sur des revendications salariales que portent ces grèves. Les négociations qui devaient s'ouvrir ce mardi ont été reportées de quarante-huit heures par Dominatti, secrétaire d'Etat à la fonction publique pour, selon lui, ne pas discuter sous la pression syndicale. Les syndicats ont évidemment protesté.

**«UN ASPECT DE LA  
REPRESSION EN URSS,  
C'EST L'INTENSIFICATION  
DE LA PROPAGANDE  
CHAUVINE ET MILITARISTE»**

Suite de l'interview  
de Léonid Pliouchtch

Lire page 8

## Le peuple français refusait le travail en Allemagne nazie

Lire page 2

## Le projet Thermos à Grenoble : du nucléaire à visage humain ?...

Lire page 7

## Dans diverses villes, le mouvement lycéen contre Beullac

Lire page 7

## Les trois ouvriers d'Usinor-Mardyc en prison depuis le 17 mars ont été libérés

Lire page 3

# histoire

11 décembre 1942. Le numéro 193 de l'Humanité clandestine sort de l'imprimerie. A l'intérieur, le bilan des activités de résistance qui ont pu être centralisées par les FTPF. « A Juvisy, un bureau d'embauche nazi a été attaqué à la grenade. Ont été attaqués à la bombe ou à la grenade une villa de Saint-Leu occupé par les Boches, un restaurant boche et un garage à Paris, trois hôtels occupés par les Boches à Paris : rue St-Benoit, rue Montsouris, rue de Vaugirard ; la librairie fasciste « Rive gauche », un garage nazi à Bagnolet ; un groupe boche a été attaqué à la grenade place de la Nation, à Paris. Le dépôt de Sotteville a été bloqué, un déraillement de deux machines avec tamponnement a bouché la sortie du côté de Rouen (...) Au dépôt de Longuenau, 40 locomotives ont été sabotées en novembre. Un tamponnement de deux trains à Amiens a occasionné la mort de 10 Boches, tandis que 20 étaient blessés... »

19 décembre 1942 : Laval, chef du gouvernement, arrive à Berlin. C'est la première rencontre « au sommet » entre vichystes et Allemands depuis novembre 1940. Reçu par Ribbentrop, Laval plaide pour que la fiction de l'Etat français soit mieux respecté par l'occupant, moyennant quoi il s'engage à accentuer encore la collaboration. Ribbentrop reste intransigent, mais Laval confirme que la collaboration sera « plus complète ».

17 décembre 1942. Après 48 heures de voyage, un train en provenance de Paris arrive dans la ville allemande de Augsburg.

Les Français qui en descendent sont pris en main par plusieurs chefs d'équipes de l'usine Messerschmidt, où ils vont maintenant travailler. Parmi eux, Georges Marchais.

Ces trois faits n'ont pas comme seul point commun la proximité chronologique ; ils restituent bien ce qu'était la situation à la fin de cette année 1942 ; plus de deux ans après l'invasion nazie ; tandis que les dérisoires efforts de la bourgeoisie vichyste pour faire croire à « l'indépendance » de la France font long feu, la Résistance armée se développe et va bientôt être démultipliée par l'arrivée massive de tous ces travailleurs, ouvriers et paysans, qui refusent d'aller travailler en Allemagne.

Au-delà de l'affaire Marchais elle-même, cette période de notre histoire est aujourd'hui largement et longuement évoquée, mais aussi « adaptée » et falsifiée. Il est cependant des faits historiques que nous voudrions ici préciser.

L'ordonnance numéro 4, en date du 7 mai 1942, que signe Fritz Sauckel, ancien « Gauleiter » de Thuringe et à présent responsable des travailleurs étrangers, n'est pas un signe de force pour l'Allemagne nazie. Cette ordonnance stipule que « le recours à la force est autorisé pour recruter de la main-d'œuvre dans tous les pays occupés ». Ce n'est pas un signe de force, parce que cela indique d'abord les difficultés internes que rencontrent les nazis : après trois années de guerre, les difficultés intérieures s'accroissent, les rations alimentaires individuelles distribuées aux Allemands diminuent, et le fonctionnement de la « machine économique » est passablement désorganisé. Ces difficultés intérieures sont bien sûr, deuxième signe de faiblesse, liés à l'évolution de la situation militaire :

en 1942, les troupes nazies commencent à goûter l'opiniâtre résistance du peuple soviétique et de son armée, qui va bientôt passer à la contre-offensive après la bataille de Stalingrad. Les officiers allemands réclament toujours plus de soldats, sur le front russe, mais aussi dans les différents pays occupés, où la Résistance s'organise et s'affirme. Ces nouveaux soldats, il faut bien les prendre où ils sont, c'est-à-dire dans les usines allemandes, ce qui désorganise d'autant la production. Enfin, la volonté de recourir à la force pour « recruter » la main-d'œuvre étrangère est la preuve formelle de l'échec de la politique du volontariat développée jusqu'alors. Celles-ci il faut bien le dire, a été très diversifiées selon les pays.

Les travailleurs russes ou polonais, par exemple, ont été

immédiatement enrôlés de force, et travaillaient en Allemagne dans des conditions souvent proche des camps de concentrations. A preuve le fait qu'une des raisons qui explique la décision allemande de recruter de force partout en Europe, c'est justement que beaucoup d'ouvriers russes ou polonais sont déjà morts après quelques mois de travail en Allemagne ; considérés comme « sous-hommes », leurs rations sont le tiers des rations allemandes, pourtant déjà restreintes.

### LES FRUCTUEUX CONTRATS DU PATRONAT FRANÇAIS

En France, la politique allemande a été différente, et différenciée encore par l'existence de deux zones, l'une étant dite « occupée » et l'autre « li-

bres ». En zone occupée, les Allemands se sont surtout intéressés, du point de vue économique, aux industries dites « stratégiques » : c'est ainsi que toutes les usines aéronautiques ont été tenues de travailler pour le Reich, certaines passant même carrément sous direction allemande, en changeant de patron et même de raison sociale. Ce fut par exemple le cas pour l'usine AGO (Aktien Gesellschaft Otto) installée à Bièvres et à Villacoublay, dans la banlieue parisienne. Pour ce qui est des autres industries, non stratégiques, les Allemands préféraient travailler « sous contrat » avec des patrons français très contents de l'aubaine. Cette politique de « contrats » fut également celle qui prévalut en zone « libre », à la seule exception de quelques mines dont les Allemands ont cherché à s'assurer le contrôle complet, parce qu'elles fournissaient des matières premières. C'est ainsi que jusqu'à la conquête de la Yougoslavie, la France sera le premier fournisseur en bauxite des puissances de l'Axe. Dans ce domaine économique, on notera d'ailleurs la très grande servilité des dirigeants de Vichy, qui a plusieurs reprises proposèrent eux-mêmes d'accroître la production économique française en faveur du Reich.

### L'ÉCHEC DU VOLONTARIAT

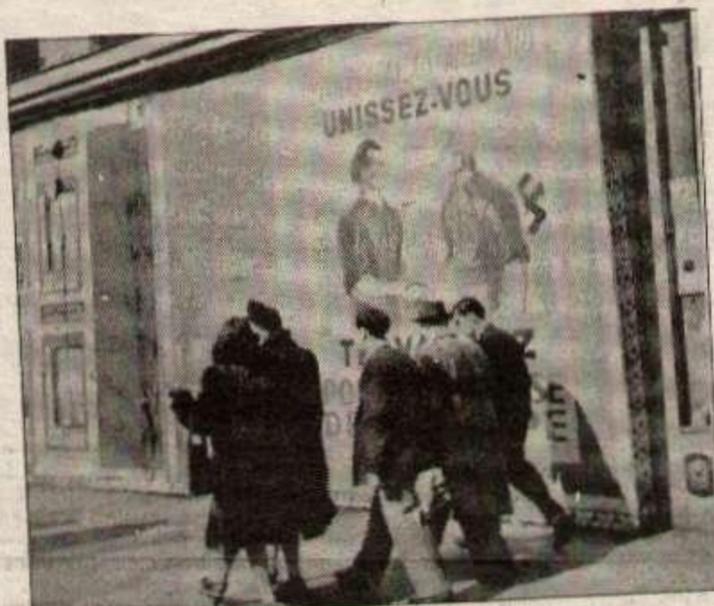
Parallèlement, une vaste campagne de propagande est mise en place dès 1940 pour inciter les travailleurs français à partir en Allemagne volontairement. Cette campagne n'est pas dénuée d'habileté, mêlant des arguments politiques (la participation « à la construction de l'Europe nouvelle ») et à des arguments beaucoup plus directs : primes au départ, hauts salaires, conditions de travail présentées comme excellentes, etc. Cette propagande est à mettre en rapport avec les conditions de vie qui sont celles des travailleurs français dans les années 1940-41 : le chômage, souvent, les bas salaires et les restrictions importantes,

toujours. Le fait qu'il n'y ait que 70.000 volontaires français en Allemagne en juin 1942 est la preuve de l'échec de cette politique de volontariat, comme il est la preuve des sentiments anti-fascistes et de la conscience des travailleurs français.

### L'ÉCHEC DE LA RELEVÉ

C'est dans cette situation qu'intervient l'ordonnance Sauckel du mois de mai. Reste à en trouver les modalités d'application. La bourgeoisie vichyste est réticente à un recours massif de la force, non pas pour de quelconques raisons de principe, mais bien parce qu'une telle mesure, prise brutalement et rapidement, risque de vider les usines françaises et donc de nuire aux fructueux contrats que les patrons français ont noués avec Berlin. Otto Abetz « ambassadeur » du Reich à Paris, est lui aussi réticent, et il le fait savoir en haut lieu : « cela risque d'accroître considérablement l'hostilité de la population française ».

C'est Laval qui trouve la solution, lors d'une rencontre qu'il a avec Sauckel le 15 juin : c'est la Relève. Pour trois travailleurs qui partent en Allemagne, les nazis s'engagent à libérer un prisonnier de guerre. Ainsi, les fascistes espèrent-ils tromper le peuple de France, sensible à la présence de plusieurs centaines de milliers de siens dans les camps de prisonniers. Le 11 août, Laval et tout ce que le pays compte de dignitaires allemands et français accueillent en grande pompe à Compiègne le premier train de prisonniers enfin libérés. Radio-Paris retransmet l'événement, pour lui donner plus d'éclat. Peine perdue. Le 1er septembre, seulement 17.000 Français ont mordu à l'appât, alors que les fascistes en attendaient 150.000 à cette date. La Relève est un échec. Maintenant, les fascistes vont engager l'épreuve de force avec les travailleurs de France.



Malgré des flots de propagande nazie... la classe ouvrière riposte par la lutte (tract de juin 1941 des Comités populaires de la Région Parisienne).



# Le peuple français refusait le travail en Allemagne nazie

## 1 - Sabotages dans les usines et échec du volontariat

Par Nicolas DUVALLOIS

### Le sabotage dans les usines : l'exemple d'Air-Equipement à Blois

« Une classe ouvrière désarmée à tous points de vue ». C'est en ces termes que le PCF décrit — aujourd'hui — la classe ouvrière des années 1940-42. Pourtant, les sabotages à l'intérieur des usines travaillant directement ou indirectement pour les allemands eurent lieu dès le début. Pourtant, c'est de l'intérieur des usines que nombre de travailleurs firent l'apprentissage de la lutte. Citons un exemple, celui de l'usine Air-Equipement, à Blois.

Tout en restant « française », cette entreprise d'aéronautique fut mise à contribution par les Allemands, dès 1940, pour y fabriquer des démarreurs destinés aux avions de la Luftwaffe. Les événements du printemps 40 transformèrent dans une assez large mesure la composition de l'usine : d'anciens ouvriers étaient partis à la suite de l'exode, d'autres étaient prisonniers, quelques-uns même avaient été tués dans les bombardements de Blois. A l'inverse, d'autres travailleurs étaient arrivés, comme ces ouvriers parisiens de l'aéronautique qui avaient quitté Paris et que leurs qualifications professionnelles firent embaucher sans difficultés à Air-Equipement. Enfin, la direction de l'entreprise fit même venir des ouvriers de Paris et du Nord, pour leur compétence technique en matière de démarreurs d'avions. L'osmose se réalisa très rapidement entre ces différentes couches de travailleurs, au passé et aux traditions pourtant si différents. Alors que l'ancien prolétariat d'Air-Equipement disposait de peu de traditions de lutte, ce furent les parisiens qui apportèrent l'expérience syndicale et même politique, certains d'entre-eux étant communistes. D'un côté un prolétariat d'origine rurale, jeune, mais

très combatif, et de l'autre un prolétariat plus qualifié, et disposant de l'expérience de l'organisation. Le mélange était détonnant, et le contrôleur nazi envoyé tout spécialement pour contrôler les pièces en fin de production en fit rapidement l'expérience.

A Air-Equipement, le sabotage consista à faire disparaître des pièces urgentes et précises, à dérégler les machines-outils, de manière à provoquer des malfaçons sur des pièces à usiner, à détruire au marteau les outils à pastilles de carbure, affûtés avec précisions pour des pièces sérieuses, à fausser les pièces essentielles des machines-outils, vis et mandrins, pour empêcher leur utilisation, à introduire des matières abrasives, tels des morceaux de meules au corborandum, dans la graisse ou dans l'huile des boîtes de vitesses ou graisseurs des machines-outils pour user rapidement tous les organes du mouvement, paliers et roulements à billes. Ces sabotages, qui eurent lieu dès le début (après eurent lieu d'autres actions plus « sophistiquées », comme la destruction à l'explosif des transformateurs) donnèrent lieu à des débats entre les travailleurs. L'amour du travail bien fait, la répugnance à détruire ce qui avait été fait, autant de sentiments qui étaient présents chez certains ouvriers, notamment les plus qualifiés. La direction et les allemands jouèrent largement sur ce sentiment là. Sans succès. A l'exception de quelques éléments arriérés, qui estimaient « que le jeu n'en valait pas la chandelle » et qui craignaient des représailles, la majorité des travailleurs d'Air-Equipement participèrent d'une manière ou d'une autre à ces sabotages.

**Demain : De grands mouvements de masses contre le STO**

## Avortement

# Procès de Tarbes : les 3 médecins inculpés doivent être relaxés !

Vendredi et samedi derniers comparaissaient devant le tribunal de grande instance de Tarbes trois médecins inculpés pour avoir conseillé à des femmes en détresse de s'adresser à la Clinique Notre-Dame de Lourdes pour avortement. Comparaisait aussi devant le même tribunal le chirurgien chef de la clinique, inculpé de trois homicides involontaires à la suite d'avortement pratiqués au-delà des 10 semaines légales. Un procès qui illustre d'une façon criante la situation de plus en plus difficile pour les femmes qui demandent un avortement, du fait des restrictions imposées par la loi Veil-Pelletier.

Sur la clinique Notre-Dame de Lourdes, il y aurait beaucoup à dire : un personnel insuffisant en nombre et en qualification, un matériel n'offrant pas toutes les garanties. Une clinique où la plupart des interventions se résument à des IVG, bien souvent au-delà des dix semaines légales.

Une situation parfaitement connue et tolérée de l'administration depuis des années et qui s'est soldée par la mort de trois jeunes femmes, depuis octobre 1978.

Un odieux trafic sur la détresse des femmes. Un trafic encouragé par une loi qui multiplie les obstacles à des avortements pratiqués dans de bonnes conditions. Et cela n'est pas moins odieux.

De là à inculper, sur la base d'un dossier fumeux, trois médecins qui avaient adressé des femmes à cette clinique, parce qu'il n'y avait pas le choix, il n'y avait qu'un pas. (Voir QdP du mercredi 19 mars). D'autant plus que le ministère de la Santé, tout en diminuant les moyens d'accueil des cen-

tres IVG, veut donner un coup d'arrêt à toutes les pratiques qui dépassent la loi.

Mais le procès de Tarbes a été aussi l'occasion de montrer à quel point cette loi était inapplicable. Les 54 personnes qui ont témoigné en faveur des trois médecins inculpés ont montré les dangers de cette loi, son caractère répressif par rapport à la demande des femmes. La défense a rappelé la responsabilité d'une partie du corps médical, qui s'abrite derrière la loi pour leur refuser une interruption pourtant légalisée... Dans le même temps, à Paris, 450 membres du Syndicat de la Médecine Générale demandaient à être inculpés « pour des agissements semblables à ceux reprochés aux trois médecins comparaissant à Tarbes et qui n'avaient fait que venir en aide à des femmes en détresse ». A Pa-

ris toujours, un rassemblement devant le ministère de la Santé exigeait l'arrêt des poursuites, et dénonçait lui aussi la répression engagée depuis trois mois. Sur place, quatre cents personnes s'étaient mobilisées, à l'initiative du collectif de soutien aux trois inculpés.

C'est sans doute ce qui a motivé un réquisitoire différencié, le ministère public demandant pour les trois médecins une peine minime et le relèvement immédiat des incapacités d'exercer qui pourraient découler d'éventuelles condamnations. Le jugement, mis en délibéré au 25 avril, risque de faire jurisprudence dans les autres procès en cours. Nous ne pouvons admettre qu'ils soient condamnés. C'est avant tout le droit des femmes qui est en cause, avec la répression qui frappe ces médecins.

Monique CHERAN

# Les 3 travailleurs d'Usinor-Mardyck ont été libérés

C'est lundi en fin d'après-midi que les trois ouvriers d'Usinor-Mardyck, incarcérés depuis une semaine à la maison d'arrêt de Dunkerque, ont été mis en liberté. Sans aucun doute, la libération de Jean-Claude Cornuelle, délégué CGT, Philippe Guelton et Placid Hetru, est à mettre sur le compte du grand mouvement de riposte et de solidarité développé dans l'agglomération dunkerquoise à l'initiative de la CGT.

Mercredi dernier, on s'en

souviendrait, après le rassemblement devant les grands bureaux d'Usinor, plus de deux cents travailleurs ont investi la salle d'audience publique du Palais de justice de Dunkerque en chantant l'Internationale avant d'être rejoints par leurs camarades d'Usinor-Dunkerque.

Vendredi, plus de 2 000 travailleurs manifestaient dans les rues de la ville. Parallèlement, les protestations se sont multipliées. On pourra cependant regretter le silence du PS et la solida-

rité fort peu agissante de la CFDT. Oui, l'action a payé et aujourd'hui, les trois travailleurs de Mardyck sont à nouveau parmi les leurs.

## JOURNÉE D'ACTION

Mais, sans aucun doute aussi, le patronat et le gouvernement se trompent lourdement s'ils s'imaginent que cette libération mettra un coup d'arrêt à la nécessaire mobilisation pour la défense des libertés syndicales

et du droit de grève dans les entreprises. Ces dernières semaines, les atteintes aux libertés et les entraves au droit syndical se sont en effet multipliées à un rythme rapide dans les entreprises du département du Nord. L'UD-CGT du Nord maintient de la sorte son appel à une journée départementale d'action sur les libertés dans les entreprises ce mercredi 26 mars.

Rémi DAINVILLE

# Besançon : procès en appel contre la CFDT Borel

Le 28 février 1979, le tribunal correctionnel de Besançon examine la plainte de M. Ruedin, directeur du restaurant de l'usine Kelton, géré par l'entreprise Borel. Malgré le vide du dossier, les contradictions des témoins de la direction, le tribunal suit les patrons dans leur désir de casser la section CFDT. Accusés de séquestration, coups et blessures, violences avec préméditation, sept délégués CFDT sont lourdement condamnés : deux mois d'emprisonnement avec sursis et 500 F d'amendes chacun. Il n'était pas possible de laisser passer un tel jugement,

la CFDT a fait appel. Le nouveau procès a lieu jeudi 27 mars à 9 h à Besançon.

Dans cette affaire, comme dans la condamnation plus récente des militants CFDT du CAT, c'est la possibilité de lutter, d'obtenir des succès significatifs qui est en cause. En déclenchant la répression (licenciements et condamnations de militants) il s'agissait pour le patronat de mettre en cause les acquis de cette jeune section CFDT qui à partir du restaurant de l'usine Kelton, avait réussi à constituer d'autres sections à l'intérieur de plusieurs filiales des restaurants Borel (notamment dans l'Est

de la filiale Sorettes).

Des syndicats dans les restaurants, c'est rare, et un syndicat qui obtient par la lutte d'importantes satisfactions, c'est encore plus rare : alignement des salaires avec ceux de Kelton augmentation de 70 F le 1er novembre 1975, amélioration des conditions de travail, embauche, etc.

C'est l'action réussie de boycott de la cantine, le 13 octobre 1976, la vente en solidarité des sandwiches, qui fut le prétexte aux licenciements. C'est le refus de revenir sur cette décision qui entraîna la colère des employés et la solidarité des

ouvriers de Kelton. Le patron ne trouvant rien d'autre que de faire appel à des gorilles venus de l'extérieur pour organiser des bagarres qui serviraient de prétexte à la plainte.

Faire reculer la répression, voilà un objectif compris par les militants et les jeunes qui, à l'appel de la CFDT et d'autres organisations, ont manifesté lundi après-midi. Par ailleurs, Jean-Claude Marthey, militant syndical arrêté le samedi précédent, a été libéré de prison au bout de sept jours, mais reste inculpé avec un autre jeune.

Correspondant Besançon

# Faienceries de Digoin : de nouveau des actions

Il y a quelques temps, et ce pendant plusieurs semaines, les travailleurs et travailleuses des Faienceries de Digoin (Saône-et-Loire) portaient en lutte, on le sait, notamment en vue d'obtenir des augmentations de salaires particulièrement bas dans cette usine. La direction du groupe - les Faienceries de Sarreguemines - qui dirige les faienceries de Digoin, vient d'annoncer pour cette usine, son intention de supprimer 95 emplois. Dès lundi des débrayages d'avertissement avaient à nouveau lieu.

## Besançon

# Entreprise Dubois : la grève a payé

Malgré les petites dimensions de l'entreprise, divisée en outre en deux ateliers, malgré le climat social peu favorable, les travailleurs de cette petite entreprise métallurgique, unanimes avec leur section CFDT, ont obtenu un beau succès grâce à leur grève déterminée. Ils ont obtenu 360 F d'augmentation uniforme pour tous (échelonnée sur 3 versements), le maintien de la 5e semaine de congés payés, ainsi que l'engagement d'une révision des salaires à la fin de l'année. Cette révision entraînera le versement d'une somme égale pour tous, fixée sur la base d'un salaire de 4 000 F, et proportionnelle à la hausse du coût de la vie (si la hausse des prix est de 20 % par an, ils auront une augmentation de 800 F). Enfin, la direction s'est engagée par écrit à ne prendre aucune sanction contre les grévistes.

Correspondant

# Prisonniers politiques à Taiwan

Selon un rapport d'Amnesty International, plusieurs centaines d'opposants politiques sont toujours emprisonnés dans l'île de Taiwan, où la loi martiale est en vigueur depuis 30 ans.

On est en particulier sans nouvelles du sort de nombreux détenus arrêtés en 1949 et au début des années 50 et accusés d'être communistes.

Après de nombreuses exécutions de prisonniers politiques dans les années 50 et 60, les exécutions ont diminué ces dernières années. Pourtant, encore l'année dernière, au mois de mai, un homme accusé d'être un « agent communiste » a été exécuté.

Les réunions publiques, les grèves, les manifestations, les pétitions et le « propagation des rumeurs » sont interdites. L'appel à la grève peut entraîner la peine de mort.

# Occupation de la direction régionale de l'emploi pour la régularisation de la situation des travailleurs turcs « sans papiers »

Le lundi 29 mars, de 18 heures à 20 heures 30, plus d'une centaine de personnes ont occupé les locaux de la direction de la main-d'œuvre et de l'emploi, et ont retenu le directeur afin d'obtenir la régularisation de la situation des travailleurs turcs « sans papiers » qui poursuivent une grève de la faim depuis 20 jours. L'un d'entre eux, âgé de 16 ans, a dû être hospitalisé ce week-end. Suite à l'intervention des forces de répression, les manifestants ont évacué les locaux en ordre et en scandant : « des papiers pour les travailleurs turcs, les patrons exploitent, le préfet affame ».

Correspondant CLERMONT-FERRAND

# Chantiers nucléaires de Flamanville : plus de 15 jours de grève

Les travailleurs du chantier nucléaire de Flamanville (Manche) continuaient ce week-end leur grève déclenchée il y a maintenant plus de quinze jours. Ce mouvement, rappelons-le, a pour origine les exigences suivantes : augmentation substantielle des salaires et primes ainsi que des indemnités, afin d'aboutir notamment à un salaire brut de 4 600 F pour un OS-2.

Samedi, différents autres chantiers se sont mis en grève à l'appel de la fédération CGT de la construction pour soutenir leurs camarades de Flamanville. Il s'agissait des travailleurs des chantiers de Paluel, Dampierre, Saint-Laurent-des-Eaux, Tricastin, Chinon. Rappelons que les travailleurs du chantier de Flamanville s'étaient déjà mis en lutte il y a quelques mois pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

politique

# Cantonales partielles (suite) La désaffection des électorsats PS et PCF se poursuit

Quatre cantonales partielles se déroulaient dimanche 23 mars.

En Martinique, dans le 4e canton de Fort-de-France, le Parti progressiste martiniquais (PPM), dont l'élu avait démissionné en janvier dernier pour protester contre l'envahissement de la Martinique par les métropolitains, a progressé de 3 % par rapport au scrutin de 1976. Cependant, avec 53,44 % des suffrages exprimés, Claude Lisen n'est pas élu, son score n'ayant pas dépassé le quart du nombre des inscrits. Il y a eu 61,69 % d'abstentions, 4 % de plus qu'en 1976. Au second tour, le PPM doit l'emporter face à une droite affaiblie et divisée. Le leader RPR en Martinique, découvrant l'hypocrisie et combinés en tous genres chez ses partenaires de la majorité, a en effet laissé liberté de vote à ses militants.

A Reims, au pour le second tour seul le PS restait en lice, seulement 23,9 %

des 19 318 électeurs se sont déplacés et 18,52 % des votants se sont abstenus. Par rapport au premier tour, le PS n'a gagné que 908 voix, c'est-à-dire moins de 40 % des voix du PCF qui avait perdu le canton au premier tour.

Au second tour de Fontaine-le-Dun (Seine-Maritime), le PS avec 51,25 % des suffrages exprimés reprend le siège de l'UDF. Si le PS (1 472 voix) recueille 74 voix de plus que le total des voix de gauche au premier tour, ce dernier régresse de 0,46 %.

Dans le canton fortement industrialisé de Rombas (Moselle), PCF et PS reculent nettement et la droite retrouve son siège dès le premier tour. Le PCF perd 4,05 % (19,55 % contre 23,60 %) et le PS 3,44 % (24,52 % contre 27,96 %). Seulement 57,65 % des 23 293 inscrits ont voté et 9,5 % des votants se sont abstenus.

D.D.

# Le clan des 7 pays capitalistes les plus puissants entend faire payer les hausses de pétrole aux consommateurs

A l'initiative du secrétaire général de l'OCDE, Van Lennep, les responsables de l'économie et de l'énergie des « 7 » (Etats-Unis, Grande Bretagne, France, RFA, Italie, Canada, et Japon) se sont réunis la semaine dernière à Versailles pour évaluer les conséquences de la hausse du prix du pétrole sur l'activité des pays industrialisés. Concluant ces travaux menés avec l'assistance d'experts de l'OCDE et de l'Agence Internationale de l'Énergie, Van Lennep, a déclaré que la meilleure réponse aux difficultés de la cherté et de la rareté du pétrole était l'augmentation des prix à la consommation.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la préparation du prochain sommet des « 7 ». A ce sommet de juin, 12 mois après leur réunion de Tokyo, où ils avaient tenté de limiter le volume de leurs importations de pétrole, les « 7 » examineront les résultats obtenus.

Jamais les « 7 » n'ont pu s'accorder sur une politique commune des importations, en revanche quand il s'agit de maintenir les taux de profits des compagnies pétrolières au détriment des consommateurs d'énergie, l'entente se réalise facilement.

# Où était Louis Baillot du 17 au 23 mars 80 ?

Baillot, membre du Comité central, responsable de la commission du PCF sur la défense nationale, a passé ces 5 jours en URSS. Des preuves ? L'Humanité n'hésite pas à les produire en rendant compte brièvement du séjour à Moscou de la délégation conduite par Baillot. Celle-ci s'est accordée avec les Soviétiques pour souligner les dangers de la politique des impérialismes occidentaux qui implantent en Europe de nouvelles fusées nucléaires alors que les SS-20 soviétiques sont en nombre suffisant. La délégation, qui a rencontré Ponomarev, secrétaire du Comité central du PCUS, en a conclu à une « grave menace pour la cause de la paix et de la sécurité de tout le continent ». Cause que l'URSS défend, chers à l'appui, en Afghanistan.

# Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac  
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple  
Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP  
Commission paritaire : 56 942  
Libeller les chèques à « Aujourd'hui Presse »  
Société Générale 200 208 66

# Giscard et son « grand dessein »

« Giscard à la barre » en 1976, c'était finalement pour tenir le bateau sur la « ligne du juste milieu » et cela en « gouvernant au centre ». Sollicitant sans qu'il soit besoin de le dire un deuxième mandat de sept ans à l'échéance de 1981, le président a profité d'une inauguration dominicale pour préciser sa pensée.

Le juste milieu « ce n'est pas une ligne neutre. C'est une ligne de paix et d'entente, à suivre avec beaucoup de soin dans ces temps de tempêtes ». Naviguant parmi les récifs, Giscard ne cesse d'effectuer le « bon choix », de pratiquer la seule politique possible : « On peut critiquer le juste milieu, mais le choix des politiques extrêmes ferait chavirer le navire ». Faut-il le dire ? En dévidant son discours lyonnais, Giscard a remis en avant ce qu'il faut sans doute considérer comme son grand dessein : organiser la collaboration de tous les Français, achever l'œuvre entreprise par De Gaulle et Pompidou en instaurant le fameux « consensus ». Il va de soi que cet objectif d'entente et de coopération des Français sera un des thèmes centraux de l'« campagne » présidentielle présidentielle. Par avance, il est possible d'expliquer le flot de critiques qui lui tombent dessus à cette occasion en se référant au classique « Père gardez-vous à gauche, Père gardez-vous à droite » : « Lorsqu'on tient la ligne du juste milieu, on est exposé à subir deux fois plus de critiques que lorsqu'on adopte une position extrême. On tire sur vous des deux bords ».

Pour autant le thème de l'entente et de la coopération n'appartient pas à l'arsenal électoral des mots creux et des promesses vaines. Bien qu'il n'ait pas le mérite de la nouveauté, c'est un authentique programme politique d'« recomposition des forces politiques bourgeoises et de collaboration des classes ».

Les résultats sont à ce jour assez minces et Giscard

en reconnaît lui-même les limites.

Des réalités pesantes font obstacle à la décrispation. Si l'on doit croire le président de la République tout cela tiendrait pour l'essentiel aux rivalités politiques des chefs de partis. « Lorsque j'observe le déroulement de la vie publique de notre pays, je ressens personnellement de la peine devant les divisions et les antagonismes excessifs des dirigeants politiques de la France et peut-être aussi derrière eux de leur peuple » et il précise : « nous sommes à une conjoncture, le seul pays démocratique du monde dont les dirigeants prin-

paux (souligné par nous), des quatre formations politiques qui expriment notre vie nationale ne se rencontrent pas deux à deux, ni dans la majorité ni dans l'opposition ni maintenant entre la majorité et l'opposition malgré la bonne volonté de certains ». Bien entendu, il n'existe pas que cette vie politique parisienne qui s'accorde si mal avec les souhaits de décrispation giscardienne. La réalité politique des régions, celle de la vie locale ou encore les liens et les contacts qui se nouent tous azimuts dans une multitude de clubs et de salons, offre une image qui donne plus de consistance aux vœux de Giscard. Ici, dialogue, entente et coopération existent au moins entre socialistes giscardiens et gaullistes et aussi, faut-il l'ajouter, représentants du patronat et de certains milieux

syndicalistes.

C'est sur ce terreau que Giscard espère voir grandir son projet. Sauf événement (international par exemple) d'importance, rien de nouveau ne devrait se produire d'ici 1981 qui puisse améliorer le bilan du consensus. C'est même sans doute le contraire qui se passera. Mais Giscard sème pour l'après 1981. Un nouvel échec à gauche, un recul confirmé du RPR et un nouveau septennat pour lui créerait des conditions nouvelles qu'il doit d'ores et déjà considérer comme prometteuses. En tout cas, à l'UDF, on y croit où l'on parle avec encore plus de sérieux et d'insistance des moyens qui permettraient d'intégrer une large fraction au moins des socialistes à la gestion des affaires.

Pierre MARCEAU



# Rencontre Mitterrand-Berlinguer à Strasbourg

Voilà qu'après de longues démarches secrètes aboutissent de façon publique les convergences politiques qu'on a pu observer, notamment au Parlement de Strasbourg, entre le PC italien et les sociaux-démocrates allemands et français. Après la rencontre Brandt-Berlinguer du mois dernier, une rencontre Mitterrand-Berlinguer a eu lieu lundi à Strasbourg. La réunion qui a duré environ deux heures s'est soldée par un communiqué commun qui évoque les « longues et cordiales conversations » entre les deux hommes. Celles-ci ont

porté selon le communiqué sur la situation internationale et aussi sur le « respect des droits de l'homme et de l'indépendance de tous les pays ». Le texte commun insiste enfin sur l'importance de la coopération entre les partis qui composent la gauche en Europe occidentale. Le camarade Berlinguer, devisant cordialement avec un des tenants de « la bande des trois », la chose n'était évidemment pas faite pour plaire au secrétaire général du PCF. L'édition de mardi de l'Humanité rendant compte de l'événement, publie une

déclaration plutôt aigre de Marchais. S'il n'a évidemment pas d'observations à faire sur le principe de la rencontre, il pense en revanche « que le moment et le lieu sont plutôt mal choisis ». Le moment, c'est celui « d'une conjuration politique contre le secrétaire général du PCF à laquelle François Mitterrand prend une part directe au côté des forces réactionnaires ». Le lieu, c'est le Parlement européen. Il est vrai que « le Parti socialiste français et le PCI ont sur la politique agricole européenne et sur l'é-

largissement de la communauté à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne des divergences évidentes, tandis que nous, communistes français, nous sommes résolument au côté de nos paysans dans leur lutte pour leurs revendications et pour la défense de notre agriculture ». Les « camarades italiens » auraient dû tenir compte « de ce double aspect de la situation ». Ce n'est déjà plus le ton des « divergences normales » avec mon euro-communistes « ami Enrico ».

Pierre MARCEAU

Travailleurs sans-papiers

# Une première brèche ?

*Stoléru ayant levé certaines restrictions, les sans-papiers turcs de la confection, après deux mois de lutte, vont retirer leur dossier de régularisation*

Il est 11 heures environ ce lundi matin. Devant l'office de l'immigration, rue de La Progression à Paris dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, les travailleurs turcs sans papiers finissent de se regrouper. Ils mettent en place leurs banderoles. Ils sont venus par différents métros du quartier du Sentier où ils étaient déjà plusieurs centaines rassemblés une heure avant, et où la plupart travaillaient dans des ateliers clandestins de la confection. Ils sont maintenant 2 000 au moins. Ils viennent chercher leurs dossiers en vue de leur régularisation. Ils ont en effet décidé vendredi de mettre fin au boycott, maintenu totalement jusqu'à la fin en raison des conditions trop restrictives que mettait Stoléru : ces conditions sont pour une bonne part levées.

Certes, la partie n'est pas gagnée, mais c'est un premier succès que valent à ces travailleurs leur lutte opiniâtre, la réussite et l'ampleur des mobilisations et des actions qu'ils ont menées ces dernières semaines.

Un succès qui peut servir de base pour d'autres succès, non seulement pour les turcs, non seulement pour la confection, mais pour tous les sans papiers, tous les clandestins ou irréguliers, tous les « sans droit » de par la législation ségrégationniste mise en place par le gouvernement : les immigrés.

Un succès en fait pour tous les travailleurs que divisent et affaiblissent de telles inégalités.

Pendant que les travailleurs entrent dans le bâtiment, par groupes de 50 et qu'ils en ressortent avec le fameux dossier (ils seront 370 à le retirer jusqu'à midi et demie), une conférence de presse a lieu dans un café tout proche. Les responsables de la CFDT (UD Paris, fédération Hacuitex) donnent des précisions sur de nombreux points.

Le critère décisif est en fin de compte « le contrat de travail ». Il s'agit en fait d'une promesse d'embauche, signée par un patron, qui devra être fournie. Promesse d'embauche pour un an, avec engagement de payer une certaine somme (environ 2 500 F) à l'embauche définitive au travailleur.

Ainsi le chômage existant dans la région n'est plus opposé à la demande de régularisation des travailleurs turcs. De même, Stoléru ne voulait prendre en considération que les cas de ceux arrivés avant 1976 : il n'en est plus question.

D'autre part, les travailleurs n'ayant pu obtenir un contrat pourront bénéficier d'une autorisation de séjour pour rechercher un emploi.

Enfin, concernant les expulsions, Stoléru s'est engagé à ce qu'il n'y en ait pas durant l'ensemble du processus de régularisation.

Quant à la démarche dans ce processus, les syndicalistes considèrent qu'il est très important qu'elle soit collective : c'est de cela que dépend la suite. Il faudra que l'action reste collective, y compris avec ceux qui auront été régularisés. Ainsi le syndicat a pris des dispositions pour que, avant d'être remis à l'administration, les dossiers soient déposés au syndicat afin que la négociation reste bien collective.

La syndicalisation a été forte : il s'agira de la consolider ce qui dépendra bien sûr de l'issue de la lutte,

mais aussi de la capacité à organiser. A ce sujet, le syndicat compte mettre en place des délégués de rue, élus par rue et pouvant réunir les adhérents sur cette base (du point de vue du droit syndical actuel, les ateliers, comptant généralement moins de 10 travailleurs, n'auraient pas droit à des délégués).

### LES SANS PAPIERS D'AUTRES SECTEURS, D'AUTRES NATIONALITES.

Les sans papiers turcs dont le nombre se situe en fin de compte entre 5 000 et 10 000 (en région pari-

ne souhaite pas non plus actuellement que ses ressortissants reviennent ; l'ambassade de Turquie a pesé dans le sens de la régularisation, « aide de la France à la Turquie ».

On a bien conscience, à la CFDT, que le problème des autres clandestins, dans la confection, comme dans les autres secteurs, ne sera pas réglé avec les Turcs seuls, « mais il faut aller pas à pas : on ne peut pas se battre à la place des autres ». En tout cas, si la lutte des Turcs débouche, la situation sera plus favorable pour aller au-delà pour en finir avec le travail clandestin (cette « dégradation maximum du contrat de travail », dans la confection (à la faveur des intérêts contradictoires qui semblent s'opposer à la chambre patronale), et ailleurs.

Et pas au détriment des travailleurs comme le voudraient sans doute patronat et gouvernement (qui affirment aussi leur intention de mettre fin au travail clandestin).

La CFDT envisage, dans ce sens, de coordonner l'action de ses fédérations (bâtiment, agriculture, Hacuitex) et régions (Paris, Clermont-Ferrand, Lyon, Marseille) concernées. La question sera abordée au prochain conseil national.

D'autre part quelque chose sera fait pour que la question des sans papiers soit posée au prochain salon qui s'ouvre le 29 mars.

## Communiqué CFDT (extraits)

(...) Les travailleurs sans papiers vont retirer leur dossier et demander officiellement leur régularisation. La balle est dans le camp du gouvernement. Maintenant CFDT et travailleurs turcs vont juger sur actes concrets la valeur des promesses gouvernementales.

La CFDT et les travailleurs turcs et l'opinion publique ne comprendraient pas que les mesures nécessaires à la cessation de ce scandale que constitue la surexploitation du travail des sans papiers se fasse au détriment de ceux-là mêmes qui en sont les premières victimes et notamment par l'expulsion.

Pour la CFDT, l'objectif reste la régularisation massive des travailleurs sans papiers de la confection, leur accès aux droits sociaux légaux et conventionnels et au salaire minimum garanti. (...)

sienne) sont une catégorie un peu exceptionnelle, selon un responsable CFDT. Leur mobilisation le montre. Actuellement, ils ne veulent pas tellement rentrer en Turquie, compte tenu de la situation de l'emploi (25 % de chômage), de la situation politique. Ils sont souvent très qualifiés.

Pour d'autres nationalités, les Yougoslaves par exemple, qui sont sans doute la deuxième communauté en nombre, c'est différent. Le gouvernement turc

Bien sûr, il ne faudrait pas que la question des sans papiers masque le reste : la politique d'immigration du gouvernement, les lois Barre-Bonnet-Stoléru. La CFDT compte bien faire en sorte que ce ne soit pas le cas, et que la lutte des sans papiers turcs, si elle aboutit à un succès, (c'est dire une régularisation de masse), serve au contraire de tremplin pour combattre cette politique.

Gilles CARPENTIER

# Les travailleurs communaux dans la lutte

## Toulouse : les travailleurs des crèches contre la politique d'austérité de la municipalité

Depuis quelques jours, c'est le premier patron de Toulouse, la municipalité (avec ses 15 000 employés) dirigée par le député maire UDF, Baudis, qui est la cible du mouvement revendicatif. Manifestations des travailleuses des crèches et des parents, occupation par le personnel des écoles, annonce par FO d'une grève des employés municipaux pour le 25 mars. C'est que, suite à la réforme des collectivités locales, en bon émule de ses maîtres Giscard, Barre, Baudis veut mettre le Capitole à l'heure de l'austérité. Les travailleurs municipaux, eux n'entendent pas en faire les frais.

Au début de l'année, Bajon, le directeur du bureau d'aide sociale de la municipalité qui gère les crèches, fait annoncer suite à une compression budgétaire, le non remplacement des travailleurs en congés maternité et maladie et la suppression du ticket restaurant. Une délégation massive s'organise et demande des comptes. Aucune réponse satisfaisante n'ayant été donnée, la riposte s'organise, le personnel se syndicalise (à la CFDT) ; les parents sont informés, la presse, la radio touchées. Avec l'appui de l'association des parents, — plus de 300 parents signent une pétition de soutien —, le 4 mars, le début de la grève éclatait. Un précédent !

Avec leur syndicat CFDT des communaux, le personnel des crèches réclame l'application des mesures ministérielles d'encadrement, le remplacement des personnels en congés, le maintien du ticket restaurant et l'alignement sur les mêmes avantages que l'ensemble des personnels municipaux. Pour ne pas gêner les parents davantage, la grève est suspendue au bout de 4 jours et le mouvement continue alors sous des formes autres que la grève totale. Deux manifestations avec les parents sont organisées dans la cour du Capitole (bâtiments municipaux). Du côté du BAS (Bureau d'Aide Sociale), la direction temporise : elle promet le maintien des normes et renvoie celle du ticket restaurant lors de la

discussion du budget. Du côté des travailleuses, le combat continue appelant à la solidarité la plus large et s'engageant aujourd'hui en direction de l'opinion publique. L'existence des crèches et leur bonne marche en effet concerne tous les travailleurs.

Pour des salaires décents

et de meilleures conditions de travail, pour la liberté syndicale, les personnels de service des écoles maternelles et primaires sont également en grève, avec la CGT, cette fois, depuis plus de 15 jours.

Depuis le 13 mars, ils occupent jour et nuit la salle du conseil municipal pour obtenir l'ouverture de négociations. Pour toute réponse, le 18, Baudis faisait expulser les grévistes par d'importantes forces de police. Mais la détermination des grévistes ne faiblit pas. La mairie promet alors une discussion autour d'une table ronde. L'action continue.

Correspondant TOULOUSE

## 25 mars : grève nationale des communaux

Les luttes que mènent aujourd'hui les différentes catégories du personnel municipal à Toulouse mettent l'accent, comme on le voit, sur les bas salaires, l'insuffisance du personnel et montre le désir de la municipalité de Baudis de rentabiliser au maximum. Contre cette volonté générale aujourd'hui, les fédérations CGT du service public et inter CO-CFDT ont signé le 19 mars un accord commun analysant la situation, fixant des revendications de relèvement des bas salaires et appelant à l'action le 25 mars.

Le communiqué commun des fédérations, un « appel aux travailleurs des fédérations CGT des services publics et inter CO-CFDT », dit entre autre : « Alors que nous sommes au mois de mars, force est de constater qu'il n'y a jamais eu d'ouverture de négociations salariales pour l'année 1980... »

Les propositions de mécanisme avancées par le pouvoir n'assureront nullement le maintien du pouvoir d'achat, même si les solutions FEN et FO sont retenues. 75 % des personnels des collectivités locales ont des salaires inférieurs à 3 000 F par mois. 65 % des pensions versées au personnel retraité des services publics sont inférieures à 2 500 F par mois...

Elles demandent : — la progression diversifiée du pouvoir d'achat et plus particulièrement par des mesures spécifiques aux bas salaires,

— le minimum de rémunération et de pension fixé au 1<sup>er</sup> janvier 1980 à 3 100 F CFDT et 3 200 F CGT,

— la suppression des zones et l'intégration de l'indemnité de résidence,

— 35 points ou 400 F à valoir sur la remise en ordre des rémunérations... ».

# Un nouveau syndicat CGT condamne l'intervention soviétique en Afghanistan

Après un certain nombre d'autres (Fédération Nationale des personnels pénitentiaires, Justice, de la chimie, syndicats des correcteurs...), le syndicat CGT du CHU de Caen a pris position sur les événements d'Afghanistan en condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan. Nous publions ci-dessous la motion adoptée par ce syndicat.

Le syndicat CGT du CHU de Caen précise sa position sur les événements d'Afghanistan.

Nous affirmons notre complet accord avec les 3 principes énoncés par la CE confédérale du 8 janvier 1980 :

1) Rapports entre les États fondés sur l'amitié, la coopération, le respect mutuel et interdisant tous recours à la force.

2) Le principe de non ingérence dans les affaires intérieures d'un pays.

3) Evolution et progrès des peuples sur la base de leur propre détermination.

La conséquence logique de ces trois principes est claire : nous condamnons toute ingérence d'où qu'elle vienne dans les affaires intérieures d'un pays ; cependant, nous nous prononçons pour une réelle solida-

rité internationale pour les peuples qui se libèrent.

Hier, la CGT condamnait l'intervention des USA au Vietnam, au Chili, la CGT dénonçait l'intervention de la France en Afrique. Aujourd'hui, elle se doit de condamner aussi fermement l'intervention des forces soviétiques en Afghanistan.

Nous exigeons le retrait immédiat et inconditionnel des troupes soviétiques d'Afghanistan.

Motion adoptée par la CE CGT-CHU de Caen à la majorité le 21 février 1980

Maroc

# De l'insurrection de 1965 aux luttes populaires d'aujourd'hui

Il y a 15 ans, le peuple marocain se soulevait contre le pouvoir réactionnaire, avant d'être férocement réprimé. Aujourd'hui, les luttes des diverses classes et couches sociales connaissent un regain d'activité tandis que les centaines de prisonniers politiques, toujours aussi déterminés, poursuivent le combat dans les prisons. A cette occasion, l'Association des Marocains en France organise « 4 heures pour le Maroc », le dimanche 30 mars, de 14 h à 18 h à la Mutualité.

« ...Cris de mars portés par le vent de haine des insurgés, écoliers mitraillés en plein soleil des fausses indépendances blindés dinosaures contre de tout petits rêves pressentis dans la germination des jours... » : voilà comment le poète emprisonné, Abdellatif Laâbi, évoque les journées de révolte de son peuple, les 21, 22 et 23 mars 1965. Débutant par des manifestations de rues, c'est sur une véritable insurrection populaire que déboucha la colère des couches laborieuses.

« Ouvriers, paysans, chômeurs, étudiants criaient ouvertement leur refus total de la politique anti-nationale et anti-populaire du pouvoir réactionnaire.

Des milliers de martyrs tombèrent sous les balles de l'armée, des centaines d'arrestations et de blessés», écrit l'Association des Marocains en France. Une répression terrible qui n'épargnera pas même les enfants. Abdellatif Laâbi : « N'oublie pas Mars 1965 Casablanca livrée à la soldatesque les petits écoliers, les adolescents gisant leurs cartables encore à la main Sur l'arène de l'émeute toutes les roses sanglantes précipitées après les massacres dans les fosses communes ». Le 15e anniversaire de cette insurrection a lieu alors que divers mouvements revendicatifs, économiques et

## Non au nouveau procès contre Laâbi et Serfaty !

Un nouveau procès menace les deux militants marxistes-léninistes, le poète Abdellatif Laâbi, emprisonné depuis 1972 et condamné à 10 ans, et Abraham Serfaty, arrêté en 1974 et condamné à perpétuité.

Le comité international pour la libération d'Abdellatif Laâbi lance un appel contre ce procès. Dans un communiqué, le comité déclare : « De nouveau, le dossier est ressorti. De façon plus sérieuse cette fois puisqu'une première audience a eu lieu au cours de laquelle le juge a décidé de faire venir les inculpés. Ils ont tous les deux reçu leur convocation pour l'audience qui se tiendra le 10 avril. Ils risqueraient pour les inculpations pesant sur eux 5 ans de prison ».

10 ans pour délit d'opinion, ça ne suffit donc pas ? Exigeons la libération immédiate de Laâbi et de Serfaty, gravement malades tous les deux !

Une pétition contre le procès et pour leur libération est lancée par le biais du comité.

politiques se développent au Maroc :

— Lutttes des étudiants depuis janvier pour exiger la libération des prisonniers politiques et protester contre la suspension des bourses aux étudiants grévistes.  
— Lutttes des paysans contre l'appropriation de terres

par les nouveaux colons.

— Grèves ouvrières : celle des mineurs des phosphates de Kouribgha, fer de lance de la classe ouvrière marocaine, en lutte depuis plusieurs mois, celle des ouvriers de Coca-Cola à Casablanca, celle des employés de la santé et des trans-

## 4 HEURES POUR LE MAROC

MARS 1965 مہرجان 15 ANS APRES



### PROGRAMME

— 19h 30 : Réunion de l'Association des Marocains en France  
— 20h 30 : Conférence de presse  
— 21h 30 : Concert  
— 22h 30 : Dîner

Libération de tous les détenus politiques  
ASSOCIATION des MAROCAINS en FRANCE  
DIMANCHE 30 MARS 1980 14H SALLE B. DE LA MUTUALITE 24, Rue Saint Victor Paris 5<sup>e</sup> Métro Maubert Mutualité

ports, pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Car, étant donné le coût de la guerre menée par Hassan II contre le peuple saharoui la situation économique des travailleurs s'est beaucoup dégradée au Maroc.  
— Enfin, la lutte toujours renouvelée, opiniâtre et particulièrement difficile des prisonniers politiques. Comme l'indique l'Association des Marocains en France : « Leur

moyen de lutte, c'est la grève de la faim ; leurs revendications : l'amélioration de leur condition de détention, le jugement de ceux qui ne le sont pas encore depuis deux ans, le statut de détenu politique et l'hospitalisation des détenus gravement malades ». En ce moment-même, cinq prisonniers font la grève de la faim à la prison de Meknès.

Claude LIRIA

## Ferme réponse yougoslave aux attaques de Moscou

Les rapports entre l'URSS et la Yougoslavie s'enveniment au moins sur le plan de la propagande. La presse soviétique ne ménage pas ses critiques accusant ouvertement « certains dirigeants yougoslaves » d'adopter sur la question du Cambodge et de l'Afghanistan la même position que la Chine et les USA, sous-entendu une position pro-impérialiste.

Pour la première fois, Belgrade a répondu officiellement à ces attaques par l'intermédiaire d'un porte-parole : « Il est évident qu'il pourrait s'agir d'une nouvelle vague de la campagne antiyougoslave. On peut difficilement se soustraire à l'impression qu'il existe une tentative de faire pression sur la Yougoslavie non-alignée et indépendante ».

Il est évident qu'en présentant la Yougoslavie comme défendant les mêmes positions que les USA, Moscou veut discréditer Belgrade auprès du tiers monde, et plus particulièrement auprès du mouvement des pays non-alignés.

Il est évident aussi que l'URSS compte profiter de la disparition de Tito pour diviser la direction yougoslave. En témoigne les attaques soviétiques contre « certains » dirigeants yougoslaves...

Claude LIRIA

## Khomeiny dénonce les 2 superpuissances

A l'occasion du nouvel an iranien, Khomeiny a violemment dénoncé les deux superpuissances, s'en prenant plus particulièrement à l'Union Soviétique considérée comme aussi dangereuse que les USA.

Il a condamné l'« occupation brutale de l'Afghanistan » par les « pilliers de l'Est » et souhaité « que le peuple musulman d'Afghanistan parvienne à reconquérir son indépendance et se dégage des griffes de ceux qui se présentent comme les défenseurs de la classe ouvrière ».

Cette prise de position est similaire à celle développée par le président Bani Sadr qui appelle à défendre l'indépendance de l'Iran en combattant « sur les deux fronts » c'est-à-dire contre les deux superpuissances.

# L'armée russe n'a nullement l'intention de quitter l'Afghanistan

Alors que certains pays ont demandé à l'URSS un calendrier sur le retrait de ses troupes d'Afghanistan, 10 000 nouveaux soldats russes seraient arrivés en Afghanistan. Le nombre des réfugiés au Pakistan continue de croître, il serait actuellement de plus de 2 000 par jour.

Dans la vallée du Khunar, où des troupes russes ont déferlé il y a une quinzaine de jours appuyés par des bombardements massifs, un journaliste du *Matin* a pu constater le désastre, l'effondrement des villages qui sont maintenant désertés par la population qui rejoint le lot des réfugiés. Si les Russes décident d'occuper un nouveau village pour renforcer une de leurs positions, les guerilleros se retirent, évitant le contact. Les groupes de guérilla ne sont pas encore coordonnés entre eux. Ce journaliste confirme qu'ils n'ont pas d'armes modernes, que dans cette région il n'existe pas d'infrastructures médicales ni même le moindre médicament. Confirmation de l'utilisation par les Russes des gaz, du napalm et de fumées diverses.

De source indienne, l'armée russe serait en train de former des milliers de Baloutches (nationalité qui se trouve à la fois au sud de l'Afghanistan, au Pakistan et en Iran).

« Alliance islamique », qui regroupe cinq des principaux mouvements de résistance, s'est donnée une di-

rection. Le président est Abdur-Rasool Sayaf, qui a été emprisonné de 1974 à janvier 1980. Dans sa charte, l'Alliance se veut « représentative de la volonté et de la détermination de la nation musulmane afghane » et entend « combattre pour la libération de l'Afghanistan, l'établissement d'un Etat islamique et la défense des intérêts et du patrimoine de la nation. Elle ne permettra pas à quelque individu, dynastie ou gouvernement que ce soit de décider au nom de la nation afghane ou d'utiliser sa cause pour servir ses propres intérêts ».

UNE « PRESENCE TEMPORAIRE »... DESTINEE A DURER

Le 14 mars, Gromyko rassurait ses fantoches de Kaboul : ce régime « peut compter sur une assistance et un soutien très important de l'URSS ». Et de vanter la « solidarité internationale témoignée par la communauté socialiste » avec Kaboul, 18 votes à l'ONU sur 150, c'est un peu léger pour justifier une occupation !

L'impérialisme russe a relancé sa litanie sur la prétendue détente pour essayer

de faire oublier les sanctions internationales et gagner du temps pour préparer de nouveaux coups.

Les dirigeants russes qui avaient mis au point le coup de Prague en 1968 sont les mêmes que ceux qui ont préparé celui de Kaboul en décembre 1979. Similitude également sur le prétendu « stationnement temporaire » des occupants à Prague et à Kaboul. Au nom de la « fidélité à leur devoir internationaliste ». A Prague, le traité sur le stationnement des troupes du Pacte de Varsovie a été imposé à un gouvernement vaincu par les

armes. A Kaboul, il est signé avec un fantoche amené dans leur valise... de Prague.

Pour tous les anti-impérialistes sincères il est grandement temps d'ouvrir les yeux sur cette réalité que l'URSS n'a plus rien de socialiste, que son armée est une armée d'agression et qu'elle n'a nullement l'intention de quitter l'Afghanistan qui est important géographiquement pour ses visées concernant l'accès aux mers chaudes.

Claude LEBRUN

## Le 21 mars : journée internationale de lutte contre la discrimination raciale

Vendredi, c'était le 20e anniversaire des massacres de Sharpeville en Azanie (Afrique du Sud) par le régime raciste. Le comité des Nations-Unies contre l'apartheid a tenu une séance solennelle pour la commémoration, dans le cadre de la journée internationale de lutte contre la discrimination raciale. Le secrétaire général, Kurt Waldheim, a déclaré que cette journée se situait dans le droit fil des préoccupations, en tant qu'individus, en tant que représentants des diverses nations, que cela faisait partie de la charte de l'ONU.

L'Organisation de l'Unité Africaine a lancé un appel à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la convention internationale sur l'élimination raciale sous toutes ses formes.

Une victoire importante vient d'être remportée dans cette lutte, avec l'accession au pouvoir des représentants du peuple du Zimbabwe qui balait dans ce pays l'odieuse système d'apartheid.

A Paris, le MRAP avait organisé samedi une soirée sur ce thème, soutenue par d'autres organisations françaises.

# Le projet Thermos à Grenoble : du nucléaire... à visage humain ?...

Environ 350 personnes sont venues lundi 10 mars au débat organisé à l'initiative de la Coordination Energie développement local (CFDT, FRAPNA, Amis de la Terre, PS, PSU, CSF...). Pourquoi une telle mobilisation antinucléaire à Grenoble, la plus forte depuis Malville ? C'est à cause du projet du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) d'introduire une petite centrale nucléaire appelée Thermos - destinée à chauffer l'eau d'une partie du réseau de chauffage urbain de

200 millions de francs, c'est le coût de Thermos, c'est le «cadeau» que le CEA ferait à la ville de Grenoble pour démarrer son marché, tenter de créer un besoin à partir de rien (le réseau actuel de chauffage urbain est suffisant) c'est également le prix que le CEA est prêt à payer pour tenter de redorer son blason, reconquérir le terrain perdu dans l'opinion publique par sa politique nucléaire.

Mais Thermos, c'est aussi un pétard allumé sous le siège de l'équipe PS majoritaire à la mairie ; celle-ci se trouve coincée entre deux attitudes :

accepter Thermos, c'est se mettre à dos les 10 à 15 % des voix écologistes antinucléaires ;

refuser Thermos, c'est perdre sur son électorat de

droite, c'est tenir l'image de ville dynamique, novatrice en matière d'urbanisme, allant de l'avant, etc... que veut se donner le maire Dubedout. Témoignage de cet embarras : les municipales 1983 obligent... Dubedout est venu en personne lundi expliquer le point de vue du PS sur l'énergie, et surtout jouer la carte d'une inhabituelle démocratie : il propose un large débat aux Grenoblois, qui serait suivi d'un référendum pour ou contre Thermos. Pour ce faire, il propose la création d'une commission extramunicipale au sein de laquelle il invite toutes les organisations locales intéressées par l'examen des problèmes posés par Thermos, par ses dangers.

Parmi les réactions dans la salle, citons celles portant sur Thermos :

l'agglomération (Grenoble possède le deuxième réseau de France de chauffage urbain après celui de Paris). Thermos serait un prototype, trente fois plus petite qu'une PWR, quinze fois moins pressurisée ce serait un nouveau «produit» du nucléaire que le CEA espère vendre dans plusieurs villes de France et à l'étranger (notamment dans les pays du Moyen Orient pour le dessalement de l'eau de mer).

● que va-t-on faire de ses déchets ? (750 kg par an non-retraitables) ;

● que va-t-on faire de Thermos dans 20 ans (c'est le problème du démantèlement des centrales nucléaires à la fin de leur durée de vie) ;

● il y a des séismes dans la région : quels sont les risques de fêlures du réacteur ;

● Thermos serait enterré jusqu'à 20 m de profondeur à un endroit où la nappe phréatique est à 5 m sous terre : quel est le danger exact de glissement ou d'enfoncement du réacteur ?

● des réactions locales, de Grenoblois, du genre : «*Nous ne voulons pas être des cobayes*» ;

● Thermos est un «cadeau» du gouvernement, c'est bizarre, on n'a pas l'habitude qu'il nous fasse des cadeaux comme cela, pour rien... ;

● mais enfin, qu'est-ce que

Thermos présente comme avantage, qu'est-ce qui permet de la justifier en positif ? (silence, aucun avocat pour sa défense...).

Et des réactions portant sur le nucléaire en général :

● n'oublions pas Malville, la mort de Michallon ;

● il faut être solidaire des habitants de Plogoff (proposition d'un jumelage entre Grenoble et Plogoff) ;

● non à la banalisation du nucléaire ; on nous propose en somme avec Thermos du nucléaire à visage humain, car on n'apprécie pas beaucoup le surrégénérateur dans la région ;

● les déchets de Thermos iraient à La Hague, et, que l'on sache, tout ne se passe pas au mieux là-bas.

Au moins un an de discussions en perspective avant toute décision.

Correspondant Grenoble

## 5000 manifestants de Tregastel à Ploumanac'h

«Attendrons-nous que les 1000 tonnes de l'épave du Tanio viennent à nous?»

Dimanche 5 000 manifestants ont accompli à l'appel d'une vingtaine d'organisations, les 7 km de marche qui séparent Tregastel de Ploumanac'h. «*Si nous sommes là, c'est pour crier notre colère devant le désespoir que connaît une nouvelle fois notre côte. C'est pour crier aussi très fort "Ca suffit !"*» disait le communiqué commun rédigé par les vingt organisations à l'initiative de cette marche. Cette marche symbolisait la colère des Bretons face à la 6e catastrophe pétrolière qui vient de frapper leurs côtes.

Nombre de slogans associaient la lutte contre la marée noire à la lutte des habitants de Plogoff : «*Nous ne serons pas les pingouins du nucléaire*».

Les habitants ont défilé en cirés, chaussés de bottes au son de la cornemuse et de

la bombarde. Le cortège a longé la côte polluée. Parmi les 20 organisations qui appelaient à cette marche on compte le parti socialiste, la CFDT, la CGT, le CDJA, la FDSEA. Le dimanche matin le PCF rassemblait 200 personnes lors d'un meeting à Tregastel. Samedi à l'initiative du mouvement des Amis de la Mer une marche silencieuse a regroupé 80 personnes à Perros. Les manifestants se sont rendus du port de plaisance à la mairie avec un brassard de crêpe noir. Le thème du cortège était l'enterrement de la mer.

L'opération «ville morte» qui devait avoir lieu à Paimpol mercredi, a été reportée au lendemain 17, le rassemblement se fait toujours à la salle des fêtes.

L.C.

# Un millier de lycéens dans la rue contre le projet de Beullac à Saint Jean d'Angely

De 9 h à 12 h, vendredi 21 mars, c'est près d'un millier d'élèves qui sont descendus dans les rues réputées calmes et paisibles de Saint-Jean d'Angely, petite ville de province de 10 000 habitants, à l'appel du comité de grève unifié du lycée d'enseignement général et du lycée d'enseignement professionnel machines agricoles. C'est aux cris de «*Beullac t'es foutu, les lycéens sont dans la rue*», «*stages Beullac stages bidon, travail gratuit pour les patrons*», «*nous voulons garder nos pions étudiants*», mais aussi de «*40 par classe, à quand la cinquantaine ?*» que le cortège offensif a exprimé son opposition face à la politique d'austérité et de répression engagée par le gouvernement dans l'enseignement.

C'est en effet sur trois grands axes principaux qu'a porté la mobilisation : premièrement le refus des nouveaux statuts des MI/SE entraînant sélection par l'argent pour les étudiants et répression accrue pour les lycéens.

Deuxièmement le refus des projets d'alternance Beullac visant à accroître la main-mise patronale sur

l'Education, la transformant de la sorte en succursale du CNPF.

Troisièmement le soutien au mouvement des professeurs dans leur lutte contre la dégradation des conditions de travail. On aura sur ce point remarqué la solidarité militante développée par les professeurs les jeudi et vendredi où ils ont étendu leur mouvement de grève.

### BILAN ET PERSPECTIVES

Si ce mouvement d'action lycéen sur Saint-Jean est important, c'est qu'il sanctionne un certain nombre d'avancées : l'existence d'une volonté réelle des lycéens de mener la lutte (ceci alors qu'il n'y eu sur Saint-Jean aucune action depuis huit ans !) ; la nécessaire unité des gars du lycée général et du lycée technique, condition *sine qua non* de la vitalité d'un tel mouvement ; La nécessité de la coordination régionale (les lycées en grève à Saintes, d'autres à Royan et dans tout le département...).

Bien sûr, des difficultés se sont révélées dans la pratique. Ainsi, si le comité de grève, élu pour le LEG (lycée d'enseignement général)

dès mercredi matin a pu se réunir en assemblée générale permanente dans un très bon climat de démocratie et de camaraderie tout en manifestant une énorme vitalité, il n'en demeure pas moins que les perspectives d'action et de mobilisation futures sont loin d'être clarifiées.

Ainsi, il existe des conceptions qui tendent à faire admettre que la manifestation de vendredi était le but ultime à atteindre après le mouvement de grève déclenché le mercredi.

Ou bien encore, des diffi-

cultés substantielles sont apparues dans la mise sur pied, après une proposition de dissoudre le comité de grève, pour un comité d'action lycéen, qui envisagerait de nouvelles actions, de nouvelles cibles plus spécifiques aux problèmes de Saint-Jean d'Angely et de redonner au mouvement une nouvelle impulsion.

Quoi qu'il en soit, c'est dans la lutte que se décide l'avenir de notre mouvement.

Correspondant Saint-Jean d'Angely

## Les lycéens de Mulhouse ont manifesté contre la loi Beullac

Les lycéens de Mulhouse ont été en grève les 17 et 18 mars. La grève a touché tous les lycées de la ville.

La manifestation de lundi rassemblant plus d'un millier de lycéens a parcouru les rues de la ville pour populariser leur action et crier leur refus des stages Beullac «*contre l'exploitation de la jeunesse*», s'arrêtant à la sous-préfecture pour qu'une délégation y soit reçue. Un sit-in a bloqué la circulation pendant plus d'une demi-heure. Devant le refus du sous-préfet de les recevoir, les lycéens manifestaient à nouveau mardi à la mairie et à la sous-préfecture protégée par les flics. D'autres actions sont envisagées dans les prochains jours.

Correspondant Mulhouse

## Nice : lycéens, étudiants, enseignants dans la rue pour les STAP

La manifestation du mardi 18 mars a été un franc succès... 6 000 à 7 000 manifestants représentaient IUT, facs de lettres, droit, sciences éco, médecine, luttant pour le maintien de l'EPS à l'Université. Rassemblés en cordon le long de la promenade des Anglais, la manifestation investit spontanément les deux côtés de la chaussée pour remonter l'avenue Jean-Medecin et finir à la gare SNCF. Jeudi, après la fac de sciences et de lettres, la faculté de droit et l'IUT sont à leur tour occupés, le mouvement s'étend dans les différentes UER d'EPS de France (Aix, Marseille 2, Lyon, etc.). Le cortège des étudiants, lycéens et enseignants du supérieur parti de Valrose rejoignit à la gare SNCF celui des enseignants du secondaire et des instituteurs à l'appel SGEN CFDT, dans une grande manifestation combative et originale. Les mots d'ordre reflétaient l'état d'esprit et l'ambiance : «*Giscard des diamants pour l'enseignement ?*», «*Nous ne voulons pas de la démantèlement de l'université*», «*STAP, STAP, STAP solidarité !*», «*Soisson fumier, tu servira d'engrais !*». Un mannequin à l'effigie de Soisson et d'Alice sera brûlé place de la Préfecture sous les huées des manifestants. Après avoir grimpé acrobatiquement le long d'un clocher voisin, des étudiants en gymnastique faisaient résonner le tocsin au milieu des prises de paroles traditionnelles faisant suite à la délégation devant être reçue par un sous-secrétaire de la Préfecture.

Correspondant

## Grenoble : la police charge les étudiants qui organisaient le boycott des examens pour étudiants étrangers

Comme prévu, beaucoup d'étudiants étaient présents lundi matin à 8 H sur le lieu de boycott de l'examen national, pour partir ensuite en manifestation au restaurant. Les flics prétextant (ce qui est faux) qu'aucune autorisation n'avait été déposée ont chargé plusieurs fois le cortège. Plusieurs groupes ayant rejoint le rectorat, ils ont de nouveau chargé. Les étudiants se regroupèrent plus loin, et partirent en manifestation au campus, suivis par les flics. La manifestation s'est grossie en arrêtant les bus de la ligne du campus et en appelant les étudiants à rejoindre le cortège. Pendant que plusieurs cars de flics stationnaient à l'entrée du campus, le cortège aux mots d'ordre de «*Français-étrangers solidarité*» et «*Grève générale sur le campus*» fit le tour des facs pour faire débrayer celles non encore en grève.

# «Un aspect de la répression en URSS, c'est l'intensification de la propagande chauvine et militariste»

Suite de l'interview du dissident soviétique Leonid Pliouchtch

Propos recueillis par Joëlle FECLAZ et Nicolas GUILLOT

Dans la première partie de son interview, Leonid Pliouchtch décrivait le danger que représente selon lui aujourd'hui, pour la paix mondiale, la politique soviétique, illustrée notamment par les événements d'Afghanistan.

Aujourd'hui, Leonid Pliouchtch s'attache notamment à décrire le «climat» que les autorités soviétiques s'efforcent de susciter à l'égard de celle qui doit avoir lieu cette année, en prolongement des actions aux aventures militaires de l'URSS. Ne va-t-on pas, selon Pliouchtch, jusqu'à tendre la main à l'anciens fascistes de l'émigration, pour les besoins de la cause ?

► *Quelles sont, selon toi, les forces, dans le monde, qui peuvent s'opposer à l'Union Soviétique, et comment ?*

D'abord, nous pensons qu'il faut un Madrid parallèle, en même temps que la conférence de Madrid, où seront discutés les mêmes problèmes, c'est-à-dire les problèmes de la paix, des droits de l'homme, de la protection de la nature, de l'écologie, et le problème du rapprochement des peuples, rapprochement économique, culturel et autres. Les mêmes problèmes seront abordés, mais seulement en parallèle, pour éviter une nouvelle compromission, pour rappeler aux politiciens leurs promesses, leurs propres déclarations.

## «EVITER UNE NOUVELLE COMPROMISSION»

Si nous avons créé les groupes Helsinki, c'est que, à Helsinki, se sont trouvés liés les problèmes du maintien de la paix, du rapprochement des peuples, de la préservation de la nature, des droits de l'homme. Il s'agit d'un seul et même problème, et on ne peut les opposer les uns aux autres. Quand, ici en occident, on critique les groupes Helsinki, on nous accuse souvent de vouloir, en combattant pour les droits de l'homme, la guerre froide, d'être contre la paix. C'est faux. Hitler a pu déclencher la guerre parce que toutes les organisations et gouvernements occidentaux n'accordaient pas suffisamment d'attention aux droits de l'homme en Allemagne même. Et, au bout du compte, c'était encourager Hitler à déclencher la guerre.

C'est pourquoi, à ce Madrid parallèle, devraient être représentés les mouvements de défense des droits de l'homme, comme Amnesty, la Ligue des Droits de l'Homme ou autres. Les organisations de défense de l'écologie, pas les gouvernementales, les autres. Les mouvements pour la paix, mais ceux qui le sont vraiment, parce qu'il y en a qui soutiennent actuellement la politique soviétique, qui sont manipulés par le Kremlin. Les mouvements de femmes, de jeunesse, les églises, les syndicats...

Ensuite, en plus de ce Madrid parallèle, il faut absolument une campagne de révélation sur la véritable politique de l'Union Soviétique : pas celle dont elle parle, mais celle qu'elle fait.

Et enfin, des actions de boy-

cott, du type de celles proposées par le COBOM, ou du type de celles proposées par le Comité Moscou 1980. Ce sont deux formes concrètes d'une même idée. Que les Jeux Olympiques aient lieu, ou que le boycott réussisse, ce doit être au nom des droits de l'homme, et après le retrait d'Afghanistan des troupes soviétiques. Et comme, pour nous Ukrainiens, l'expansion extérieure est liée à l'impérialisme intérieur, boycott ou Jeux doivent aussi se dérouler au nom de la lutte contre le chauvinisme et l'impérialisme d'Etat, à l'intérieur de l'Union Soviétique. Le boycott que nous défendons est différent de celui de Carter.

## POURQUOI L'ARRESTATION DE SAKHAROV ?

► *Quelle signification prend la déportation de Sakharov, à quelques mois des Jeux Olympiques ?*

La déportation de Sakharov est la conséquence directe de la préparation des Jeux. Auparavant, il y avait déjà eu d'autres arrestations ; l'objectif est de vider Moscou des dissidents. La déportation de Sakharov n'en est que l'épisode le plus connu.

Ils essaient aujourd'hui d'isoler Sakharov, pour qu'il n'ait plus aucun contact avec des Occidentaux. Ils n'ont pas pu le mettre en prison, mais s'il n'y a pas de réactions puissantes contre cette déportation, alors, ils pourront le mettre en prison et il s'en suivra une grande vague de répression.

C'est pourquoi il est très important de se battre pour lui dans le contexte de la préparation des Jeux. Si aujourd'hui, les sportifs, les Comités Olympiques, toutes les organisations syndicales et politiques, n'exigent pas très activement son retour à Moscou, alors la preuve est faite de la signification profonde des Jeux, contre les dissidents.

On peut faire beaucoup pour Sakharov. Et il faut aussi démasquer les collaborateurs de l'Union Soviétique. Marchais, par exemple, qui aide les adversaires de la France, parce que, si jamais abordée ici. Personne ne veut en parler. Et pourtant, il y a suffisamment de preuves.

Par exemple, les Soviétiques viennent de publier un livre dont l'auteur est Choulguine. Cet hom-

me, sous le tsar, était d'extrême droite, il a été soldat dans l'armée blanche, puis il a adhéré au mouvement de Mussolini. Il a lui-même écrit autrefois qu'il était un fasciste russe, partisan de Mussolini. J'ai ici un livre du

même Choulguine, édité en 1930 à Paris, par une maison d'édition d'émigrés intitulé : «Ce qui ne nous plaît pas chez eux». Eux, ce sont les juifs. Aujourd'hui, les Soviétiques se servent des citations de son livre où il écrit que

les soutenir, car ils accomplissent aujourd'hui les projets politiques des tsars.

De tels faits ne sont pas isolés. Il y a beaucoup, en Union Soviétique, de journaux fascistes ou fascistes, comme *Jeune Garde* ou *Ogoniok*. Roy Medvedev cite, dans son livre, un collaborateur du Comité Moscovite du Komsomol, Valérie Iskoulia-

tov, qui a écrit des propos fascistes...

Il est clair que des points de vue fascistes et nazis sont partagés par une partie des généraux, du KGB, du Politburo et du Comité Central. Des gens qui professent des idées fascistes, sans aucun rapport avec la démocratie ni le socialisme, il y en a à tous les niveaux de l'appareil. Et aujourd'hui, à mon avis, le pouvoir soviétique se transforme de plus en plus en fascisme ouvert. Auparavant, il y avait des éléments fascistes, mais il n'y avait pas une tendance aussi ouvertement nazie. Il est intéressant de noter que, au moment même où ils chassaient Sakharov de Moscou, ils limogeaient Kiryline parce que, visiblement, Kiryline appartenait à la tendance la plus molle, la plus libérale de l'appareil, celle qui refusait d'utiliser des procédés aussi radicaux. En liaison avec la guerre contre l'Afghanistan, ils éliminent tous les éléments mous de l'appareil. Et, à l'inverse, c'est Tchervienko qu'on a envoyé en France, un homme qui appartient au groupe le plus extrême, le plus radical de l'appareil : c'est lui qui avait préparé l'occupation de la Tchécoslovaquie.

► *Quelles seront les conséquences de la déportation de Sakharov pour le mouvement démocratique en URSS ?*

On ne peut isoler l'exil de Sakharov de tout un processus général de renforcement de la répression, particulièrement sensible en Ukraine. C'est lié, avant tout à la préparation des Jeux et de la conférence de Madrid. Un aspect de cette répression me semble particulièrement important ; c'est l'intensification de la propagande chauvine et militariste, sous prétexte du danger chinois, américain, ou venant du sionisme international. Ils veulent raviver le chauvinisme en prétendant que l'ennemi nous encercle et qu'il faut préparer la guerre. De plus en plus souvent, les dissidents sont présentés comme des agents de l'étranger : nous sommes la cinquième colonne. La propagande nous présente comme des agents de l'impérialisme américain ou des juifs partisans du sionisme international. Ils ont plus de difficulté à nous assimiler à la Chine. Sakharov aussi a été accusé de cette façon, et, pour nous, il y a un lien étroit entre la propagande contre l'étranger et celle contre l'ennemi intérieur comme nous, juifs et corrompus, comme ils disent.



un jour, l'Union Soviétique envahit la France, et bien ce ne sera pas très agréable pour les Français. Et Marchais ment quand il dit que, s'il avait su ce qui allait arriver à Sakharov, il n'aurait pas signé le mémorandum avec Brejnev. Il ment parce que, pendant qu'il était en Pologne, on avait arrêté des représentants du KOR(1), et Marchais n'avait émis aucune protestation.

## LES VIEUX FASCISTES ET LES NOUVEAUX

► *En quoi l'arrestation de Sakharov constitue-t-elle une nouvelle étape dans la répression en Union Soviétique ?*

La question du fascisme en Union Soviétique n'est presque

l'URSS a bien tourné, mais ils se gardent bien de rappeler les citations où il disait être un fasciste russe et un ennemi de Lénine parce que Lénine était juif. Jamais livre n'a été aussi rapidement publié, en septembre, et aussi rapidement distribué en direction des émigrés russes, avant l'invasion de l'Afghanistan. Tout simplement pour faire jouer la fibre patriotique, le chauvinisme.

En effet, aujourd'hui, l'Union Soviétique accomplit les vieux rêves d'expansion de l'empire tsariste. Les tsars se sont toujours battus pour la conquête de la Perse, de l'Afghanistan et de Constantinople. A travers l'Afghanistan, le pouvoir tsariste visait l'Inde. Et aujourd'hui, les dirigeants soviétiques disent aux vieux monarchistes et fascistes de l'émigration qu'ils devraient